

**FEDERICO LENZERINI ET ANA FILIPA VRDOLJAK, DIR,
*INTERNATIONAL LAW FOR COMMON GOODS: NORMATIVE
PERSPECTIVES ON HUMAN RIGHTS, CULTURE AND
NATURE, OXFORD/PORTLAND, HART PUBLISHING, 2014***

*Valerie Parent**

Bien que le droit international ait longtemps été dominé par l'État, de nombreuses voix s'élèvent pour remettre en question ce postulat, sous plusieurs aspects intenable dans notre réalité contemporaine, au profit d'une communauté internationale plus inclusive. Parmi ces dernières se comptent celles de Federico Lenzerini, professeur de droit international et de droit européen à l'Université de Sienne, ayant agi à titre de consultant à l'UNESCO et au ministère italien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale dans le cadre de négociations portant sur la protection du patrimoine culturel, et d'Ana Filipa Vrdoljak, professeure de droit à l'Université de Technologie de Sydney et auteure de nombreux ouvrages traitant de la protection des droits culturels. Leur ouvrage présente ainsi les conclusions d'une conférence de l'Académie de droit européen s'étant tenue à Florence en 2012 en l'honneur de Francisco Francioni et rassemble une vingtaine de contributions de chercheurs européens et américains portant sur le thème de la protection des biens communs en droit international qui, se focalisant sur les droits de l'homme, la culture et l'environnement, exposent comment ces secteurs clés repoussent les limites du droit international.

L'ouvrage s'articule en trois parties dédiées chacune à un de ces secteurs clés. La première propose des réflexions variées sur les droits de l'homme et leur influence grandissante sur le droit international à titre de valeur commune. On y traite notamment du rôle de la Cour internationale de justice qui, malgré un statut constitutif semblant la confiner à édicter un droit par les États pour les États, dispose – et use – d'un haut potentiel intégrateur de droits de l'homme en droit international de par son statut unique de cour de compétence universelle¹. Est également explorée la mécanique par laquelle cette dernière, appuyée des cours régionales de droit de l'homme (Cour interaméricaine de droits de l'homme, Cour européenne des droits de l'homme et Commission africaine des droits de l'homme et des peuples), réduit la zone d'impunité étatique en reconnaissant l'applicabilité des droits de l'homme en temps de conflits armés, en complément du droit humanitaire², et en étendant la

* Candidate au doctorat en droit à l'Université de Montréal, ses recherches portent sur les droits humains dans le contexte du droit global.

¹ Bruno Simma, « The ICJ and Common Goods: The Case of Human Rights » dans Federico Lenzerini et Ana Filipa Vrdoljak, dir, *International Law for Common Goods: Normative perspectives on Human Rights, Culture and Nature*, Oxford/Portland, Hart Publishing, 2014, 11.

² Federico Lenzerini, « From *Jus in Bello* to *Jus Commune Humanitaris*. The Interface of Human Rights Law and International Humanitarian Law in the Regulation of Armed Conflicts » dans Federico Lenzerini et Ana Filipa Vrdoljak, dir, *International Law for Common Goods: Normative perspectives on Human Rights, Culture and Nature*, Oxford/Portland, Hart Publishing, 2014, 61.

responsabilité aux acteurs non étatiques³.

La deuxième partie, consacrée à la culture, aborde le patrimoine culturel en tant que bien commun et explore le corpus impressionnant du droit international dévolu à sa protection. On y discute de ses incarnations évolutives d'un droit des minorités⁴ à une obligation de l'État à caractère *erga omnes* de mieux en mieux reconnue et abordée sous l'angle beaucoup plus généralisant des droits de l'homme⁵. L'approche généralement retenue et mise de l'avant par les divers auteurs devant l'explosion des normes et des procédures, tant formelles qu'informelles, visant la protection des biens culturels, ainsi que la multiplication des forums où celle-ci est débattue, est celle consistant à la considérer sous une approche multilatérale dans le but avoué qu'il en résulte l'effectivité la plus optimale⁶.

Finalement, une troisième partie aborde la protection de l'environnement sous des angles aussi divers que les problématiques qui y sont liées, tels que la déforestation, l'épuisement des sols, la protection des écosystèmes particuliers aux régions polaires et les changements climatiques. Ces angles servent d'assise et de contexte à des propositions telles que le remplacement du concept de développement durable par celui de développement soutenable comme nouveau paradigme (ou *grundsnorm*) de la préservation de l'environnement⁷. Dans le même esprit, on milite pour que cette préoccupation commune à l'humanité ne se résume pas au simple dénominateur commun le plus bas qui puisse être envisagé par les acteurs en présence⁸, d'où se forme à nouveau un appel à la multiplication des forums et à la diversification des acteurs. Encore ici, une approche multilatérale est mise de l'avant, aucun moyen n'étant à sous-estimer, ne serait-ce que l'impact potentiel des accords bilatéraux conclus par les États de l'Union européenne avec des partenaires externes

³ Riccardo Pisillo Mazzeschi, « Human Rights and the Modernization of International Law » dans Federico Lenzerini et Ana Filipa Vrdoljak, dir, *International Law for Common Goods: Normative perspectives on Human Rights, Culture and Nature*, Oxford/Portland, Hart Publishing, 2014, 89 [Mazzeschi]; Natalino Ronzitti, « Reparation for Damage Suffered as a Consequence of Breaches of the Law of War » dans Federico Lenzerini et Ana Filipa Vrdoljak, dir, *International Law for Common Goods: Normative perspectives on Human Rights, Culture and Nature*, Oxford/Portland, Hart Publishing, 2014, 103.

⁴ Ana Filipa Vrdoljak, « Human Rights and Cultural Heritage in International Law » dans Federico Lenzerini et Ana Filipa Vrdoljak, dir, *International Law for Common Goods: Normative perspectives on Human Rights, Culture and Nature*, Oxford/Portland, Hart Publishing, 2014, 139 [Vrdoljak].

⁵ Tullio Scovazzi, « Underwater Cultural Heritage as an International Common Good » dans Federico Lenzerini et Ana Filipa Vrdoljak, dir, *International Law for Common Goods: Normative perspectives on Human Rights, Culture and Nature*, Oxford/Portland, Hart Publishing, 2014, 215.

⁶ Alessandro Chechi, « New Rules and Procedures for the Prevention and Settlement of Cultural Heritage Disputes: A Critical Appraisal of Problems and Prospects » dans Federico Lenzerini et Ana Filipa Vrdoljak, dir, *International Law for Common Goods: Normative perspectives on Human Rights, Culture and Nature*, Oxford/Portland, Hart Publishing, 2014, 249.

⁷ Massimiliano Montini, « Revising International Environmental Law through the Paradigm Of Ecological Sustainability » dans Federico Lenzerini et Ana Filipa Vrdoljak, dir, *International Law for Common Goods: Normative perspectives on Human Rights, Culture and Nature*, Oxford/Portland, Hart Publishing, 2014, 271.

⁸ Ben Boer, « Land Degradation as a Common Concern of Humankind » dans Federico Lenzerini et Ana Filipa Vrdoljak, dir, *International Law for Common Goods: Normative perspectives on Human Rights, Culture and Nature*, Oxford/Portland, Hart Publishing, 2014, 289.

sur le rayonnement de standards environnementaux⁹.

Néanmoins, s'arrêter à cette présentation thématique ne permettrait pas d'apprécier à sa juste valeur l'argumentaire général de l'ouvrage qui consiste, dans un premier temps, à démontrer que les différentes branches du droit international, dont particulièrement celles qui sont présentées dans les différentes parties du livre, sont fortement interreliées dans le but commun qu'est la protection des biens communs en droit international. C'est ainsi que les différentes contributions explorent les liens entre la protection de la culture, le droit humanitaire et les crimes de guerre¹⁰; affirment que c'est par les droits de l'homme que le patrimoine culturel serait le plus efficacement protégé¹¹; explorent la recevabilité à la Cour européenne des droits de l'homme de litiges relevant de l'intérêt public en matière environnementale¹²; présentent la protection de l'environnement sous l'angle des droits de l'enfant au nom de l'équité intergénérationnelle¹³; ou encore, soulignent l'impact des changements climatiques sur les savoir-faire traditionnels faisant du droit à l'environnement le prérequis du droit à la culture¹⁴.

Dans un deuxième temps, cet ouvrage constitue avant tout l'articulation de la nécessité du dépassement de l'État, et même de l'individu, pour mettre en œuvre la protection des biens communs. Ce qu'il met largement de l'avant, par des exemples et des arguments par ailleurs très variés, est le besoin du droit international d'évoluer vers une certaine collectivisation. À cet effet, on nous présente, à titre d'exemple, la *Charte africaine des droits de l'homme et des peuples* qui a pour particularité innovante d'explicitier des droits collectifs et de les placer sur un pied d'égalité avec les droits individuels¹⁵. On nous y expose également comment le *jus cogens* et les

⁹ Elisa Morgera, « Protecting Environmental Rights through the Bilateral Agreements of the Europe Union: Mapping the Field » dans Frederico Lenzerini et Ana Filipa Vrdoljak, dir, *International Law for Common Goods: Normative perspectives on Human Rights, Culture and Nature*, Oxord/Portland, Hart Publishing, 2014, 421.

¹⁰ Vrdoljak, *supra* note 4 à la p 169.

¹¹ Lucas Lexinski, « Heritage for Whom? Individuals' and Communities' Roles in International Cultural Heritage Law » dans Frederico Lenzerini et Ana Filipa Vrdoljak, dir, *International Law for Common Goods: Normative perspectives on Human Rights, Culture and Nature*, Oxord/Portland, Hart Publishing, 2014, 193.

¹² Riccardo Pavoni, « Public Interest Environmental Litigation and the European Court of Human Rights: No Love at First Sight » dans Frederico Lenzerini et Ana Filipa Vrdoljak, dir, *International Law for Common Goods: Normative perspectives on Human Rights, Culture and Nature*, Oxord/Portland, Hart Publishing, 2014, 331.

¹³ Christine Bakker, « Children's Rights Challenged by Climate Change: Is a Reconceptualization Required? » dans Frederico Lenzerini et Ana Filipa Vrdoljak, dir, *International Law for Common Goods: Normative perspectives on Human Rights, Culture and Nature*, Oxord/Portland, Hart Publishing, 2014, 361 [Bakker].

¹⁴ Ottavio Quirico, « A Human Rights-Based Approach to Climate Change? Insights from the Regulation of Intangible Cultural Heritage » dans Frederico Lenzerini et Ana Filipa Vrdoljak, dir, *International Law for Common Goods: Normative perspectives on Human Rights, Culture and Nature*, Oxord/Portland, Hart Publishing, 2014, 381.

¹⁵ Abdulqawi A Yusuf, « The Progressive Development of People's Rights in the African Charter and in the Case Law of the African Commission on Human and Peoples' Rights » dans Frederico Lenzerini et Ana Filipa Vrdoljak, dir, *International Law for Common Goods: Normative perspectives on Human Rights, Culture and Nature*, Oxord/Portland, Hart Publishing, 2014, 41.

obligations *erga omnes* contribuent à introduire la notion d'intérêt collectif permettant l'élargissement de la conception de la communauté internationale, à laquelle on peut associer des valeurs distinctes (vers un possible universalisme)¹⁶. De plus, on souligne l'importance du communautarisme en matière de culture, cette dernière étant transindividuelle, dans la mesure où elle ne prend sens que lorsque l'individu s'identifie à une communauté d'attache¹⁷, et transnationale, puisqu'elle ne peut être contenue par des frontières territoriales; le tout mettant d'autant plus à mal la conceptualisation de l'État-nation et du droit international dit classique qui s'y appuie¹⁸. En somme, il s'agit de recontextualiser le droit international par le biais des droits de l'homme, à commencer par le droit à un environnement sain et à la culture, en fonction de l'intérêt commun, que ce soit pour se protéger d'un marché maintenant globalisé livré aux abus des pouvoirs tant publics que privés¹⁹ ou faire face, plus généralement, aux impératifs d'un futur collectif²⁰.

On pourrait donc, bien sûr, reprocher à l'ouvrage que nous offrent Lenzerini et Vrdoljak d'être un écheveau très diffus, une entreprise trop audacieuse mesurant les uns aux autres des enjeux qui peuvent nous sembler des mondes en soi déjà suffisamment complexes lorsqu'ils sont appréhendés seuls. Toutefois, son but est atteint : on voit bien que les frontières du droit international contemporain se dissolvent devant l'intérêt commun²¹. Fidèle à son titre, l'analyse qu'on nous propose est 1) normative et rigoureuse, évitant l'écueil des vœux pieux et 2) elle ne propose pas de répondre à la question à savoir si ces biens communs sont pris en compte par le droit international, mais s'applique à définir ce concept et sa portée, dans un contexte de globalisation qui remet en cause le rôle de l'État et des institutions internationales, et dans lequel celui des autres acteurs comme agents de l'intérêt commun demeure flou²². Et il sait être inspirant tant pour les internationalistes que les juristes de divers domaines en nous rappelant que : « *law is an evolving and flexible instrument; creativity and imagination combined with an approach based on mutual learning and*

¹⁶ Mazzeschi, *supra* note 3 aux pp 91–92, 101.

¹⁷ Siegfried Wiessner, « The Cultural Dimension of the Rights of Indigenous Peoples » dans Frederico Lenzerini et Ana Filipa Vrdoljak, dir, *International Law for Common Goods: Normative perspectives on Human Rights, Culture and Nature*, Oxford/Portland, Hart Publishing, 2014, 175.

¹⁸ Vrdoljak, *supra* note 4 à la p 153.

¹⁹ Ernst-Ulrich Petersmann, « Why Justice and Human Rights Require Cosmopolitan International Economic Law » dans Frederico Lenzerini et Ana Filipa Vrdoljak, dir, *International Law for Common Goods: Normative perspectives on Human Rights, Culture and Nature*, Oxford/Portland, Hart Publishing, 2014, 117; Valentina Vadi, « Public Goods, Foreign Investments and the International Protection of Cultural Heritage » dans Frederico Lenzerini et Ana Filipa Vrdoljak, dir, *International Law for Common Goods: Normative perspectives on Human Rights, Culture and Nature*, Oxford/Portland, Hart Publishing, 2014, 231 aux pp 231, 241–42.

²⁰ Bakker, *supra* note 13 à la p 361.

²¹ Vrdoljak, *supra* note 4 aux pp 139–41.

²² Francesco Francioni, « International Common Goods : An Epilogue » dans Frederico Lenzerini et Ana Filipa Vrdoljak, dir, *International Law for Common Goods: Normative perspectives on Human Rights, Culture and Nature*, Oxford/Portland, Hart Publishing, 2014, 443.

complementarity may help to find the appropriate solution to new problems²³ ».

²³ Emanuela Orlando, « Public and Private in the International Law of Environment Liability » dans Frederico Lenzerini et Ana Filipa Vrdoljack, dir, *International Law for Common Goods: Normative perspectives on Human Rights, Culture and Nature*, Oxord/Portland, Hart Publishing, 2014, 395.